

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 47.489/2
DU 17 DÉCEMBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Ministre de l'Intérieur, le 24 novembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "régulant certaines méthodes de gardiennage", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Examen du projet

Préambule

À l'alinéa 1^{er}, il faut aussi viser l'article 8, § 4, de la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière car c'est cette disposition qui procure un fondement juridique aux articles 8 et suivants du projet, et l'article 8, § 6^{ter}, alinéa 4, de la même loi, qui procure un fondement juridique aux articles 14 et 15 du projet.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Au 11/, les mots "inspection de magasin" sont peu heureux. Au regard des missions exactes qui sont confiées aux agents de gardiennage dans le cadre des articles 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5/, et 8, § 6^{ter}, de la loi du 10 avril 1990 précitée, il serait plus conforme au texte de la loi de remplacer ces mots par les mots "surveillance et contrôle d'un espace commercial".

2. Toujours au 11/, la définition donnée étend les prérogatives des agents de gardiennage au-delà de ce que prévoient les articles 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5/, et 8, § 6^{ter}, de la loi du 10 avril 1990 précitée. Ainsi, dans la définition en projet, l'agent de gardiennage "exerce un contrôle sur le comportement des clients" alors que la loi est plus neutre puisqu'elle habilite uniquement les agents de gardiennage à "observer" les clients;

.../...

par ailleurs, le "contrôle" que ces agents sont habilités à effectuer porte, d'après la loi, sur les biens que le client a sur lui à la sortie de l'espace commercial et non sur son "comportement" dans l'espace commercial. Enfin, les agents de gardiennage ne peuvent exercer leurs prérogatives en vue de "prévenir" les vols mais uniquement en vue de "constater" ceux-ci.

Par conséquent, eu égard aussi à l'observation 1, le 11/ serait mieux rédigé comme suit :

"11/ surveillance et contrôle d'un espace commercial : activité de gardiennage, telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 5/, de la loi, au cours de laquelle l'agent de gardiennage observe les clients en vue de constater les vols".

La suite du projet sera adaptée en conséquence chaque fois qu'il est fait référence à une inspection de magasin ¹.

3. Définir un "lieu habituel de danse" comme un lieu qui est habituellement destiné à la danse et un "lieu occasionnel de danse" comme un lieu qui est occasionnellement destiné à la danse ne présente aucun intérêt : les 14/ et 15/, parce que les définitions qu'ils contiennent ne s'écartent pas du sens courant des termes utilisés, doivent être omis.

Article 4

À l'alinéa 1^{er}, quant aux conditions de formation, il serait préférable que le texte en projet renvoie directement aux mesures qui ont été prises par le Roi sur la base de l'habilitation que Lui donne l'article 6, alinéa 1^{er}, 5/, de la loi du 10 avril 1990 précitée. Si le Roi n'a pas encore mis cette habilitation en oeuvre, il est prématuré d'envisager le respect de "conditions de formation" qui n'existent pas. Cette exigence pourra être introduite dans l'arrêté examiné lorsque le Roi mettra en oeuvre l'habilitation prévue à l'article 6, alinéa 1^{er}, 5/, précité.

⁽¹⁾ Voir les articles 6, 3/, 14, et 15.

Article 13

Si l'intervention des services de police, d'incendie ou de secours n'est pas de celles qui peuvent se faire sans le consentement préalable de la personne qui a la jouissance des lieux visités, on n'aperçoit pas sur quelle base juridique le Roi peut prévoir que les agents de gardiennage présents sur place sont compétents pour accorder, au nom de l'occupant, le consentement préalable qui est requis lorsqu'une visite domiciliaire n'est pas couverte par une autorisation judiciaire.

Il va cependant de soi que l'occupant peut donner mandat aux agents de gardiennage pour accorder en son nom le consentement requis.

Article 14

Cet article doit être revu pour mieux prendre en compte l'article 8, § 6^{ter}, de la loi du 10 avril 1990 précitée. Dans cette optique, les observations suivantes peuvent être formulées :

- dans la phrase liminaire, les mots "qui exerce des activités d'inspecteur de magasin" doivent être remplacés par les mots "qui exerce des activités de surveillance et de contrôle d'un espace commercial" ²;
- le 1/ doit être omis car il se borne à paraphraser une règle qui résulte déjà de l'article 8, § 3, alinéa 4, de la loi, selon lequel "les personnes qui exercent des activités [d'agents de gardiennage] doivent, lors de l'exercice de leurs activités, porter de manière clairement lisible la carte d'identification ou un insigne d'identification mentionnant leur nom, la dénomination de l'entreprise et l'adresse du siège d'exploitation";

(2) Voir l'observation n/ 2 faite sous l'article 1^{er}.

- le 3/ doit être omis car l'article 1^{er}, 3/, de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive se suffit à lui-même pour régler la matière qu'il vise; en d'autres termes, l'arrêté royal en projet n'a pas à rappeler l'existence d'une faculté déjà prévue par la loi, ni le fait que l'exercice de cette faculté ne peut se faire que dans les conditions posées par la disposition législative qui la prévoit;
- au 4/, la seconde phrase n'a pas de raison d'être puisqu'elle paraît réduire les prérogatives dont dispose l'agent de gardiennage sur la base de l'article 8, § 6^{ter}, alinéa 3, b) et d), de la loi du 10 avril 1990 précitée, en vertu desquels l'agent de gardiennage peut toujours procéder à un contrôle des biens présentés volontairement par l'intéressé et qu'il porte sur lui ou dans un bagage à main.

Articles 16 à 20

Ces articles ont trait à l'utilisation de chiens par les agents de gardiennage.

L'arrêté royal du 7 avril 2003 réglant certaines méthodes de gardiennage, que le projet examiné abroge, prévoit, en ses articles 10 à 12, notamment que :

- préalablement à son utilisation dans le cadre d'activités de gardiennage, chaque chien est soumis à un test d'anti-agressivité, le chien qui n'y satisfait pas ne pouvant "plus jamais" être utilisé pour l'exécution de telles activités;
- le Ministre de l'Intérieur peut, pour des raisons d'ordre public, soumettre un chien ayant réussi un test d'anti-agressivité à un nouveau test et interdire son utilisation dans l'attente des résultats du test;
- le chien avec lequel l'agent de gardiennage exerce des missions de gardiennage dans des lieux où sont supposés se trouver des tiers a subi avec succès sous sa conduite un test de sociabilité et d'obéissance;
- l'agent de gardiennage qui exécute une mission de gardiennage avec un chien est un agent qui a reçu une carte de maître-chien.

.../...

Le projet examiné ne prévoit, quant à lui, plus aucune de ces garanties, ce qui pourrait avoir pour conséquence que des agents de gardiennage sans aptitude à la conduite et à la maîtrise de chiens pourraient dorénavant exercer des missions de gardiennage avec des chiens agressifs. Si le texte projeté est maintenu, l'auteur du projet doit être en mesure de démontrer que la suppression des garanties existantes est raisonnablement justifiée par rapport à l'exigence d'intérêt public.

Articles 22, 23, 24, 28, 29, 30, 37 et 38

Ces diverses dispositions énoncent que "le gérant", "l'organisateur" ou l'"entreprise de gardiennage" "sont responsables" des obligations que ces dispositions visent à leur imposer.

Le Roi n'étant pas compétent pour s'ingérer dans des questions de responsabilité au sens juridique du terme (Code civil), il convient de rédiger ces dispositions autrement, en imposant directement des obligations au destinataire de la norme et non en rendant le destinataire de celle-ci "responsable" du comportement qui est attendu de lui mais qui ne lui est pas imposé.

L'auteur du projet ne perdra cependant pas de vue que la plupart des obligations de conservation de documents dont ces articles entendent rendre les organisateurs et gérants "responsables" leur sont déjà imposées par les articles 40 à 45 du projet.

Les articles examinés seront revus à la lumière de la présente observation.

Article 22

L'article 22 paraît partir du présupposé que l'autorisation du bourgmestre serait nécessaire pour tout lieu où sont posés des actes visés à l'article 8, § 6*bis*, de la loi du 10 avril 1990 précitée mais tel n'est pas le cas : une autorisation est uniquement requise s'il s'agit d'un lieu accessible au public. Or, des cafés, bars, établissements de jeux de hasard et lieux où l'on danse ne sont pas nécessairement des "lieux accessibles au public" au sens de l'article 1^{er}, § 7, de la loi du 10 avril 1990 précitée.

Dans sa formulation, l'article 22 doit donc rendre compte de cette nuance.

.../...

Articles 24 et 25

L'article 8, § 5, de la loi du 10 avril 1990 précitée n'offre pas de fondement juridique pour autoriser le Roi à déterminer un modèle de convention à conclure entre les parties intéressées. La disposition en projet, qui s'ingère dans la liberté contractuelle, va plus loin que ce que le Roi est autorisé à faire, à savoir définir un "moyen", une "méthode" ou une "procédure" qu'une entreprise de gardiennage peut ou doit utiliser dans le cadre de l'exercice de ses missions. La mesure en projet ne relève pas non plus d'une "condition" qui peut être imposée à l'utilisateur du service fourni par l'entreprise de gardiennage sur la base de l'article 8, § 5, alinéa 2, de la loi du 10 avril 1990 précitée.

Articles 32 à 34

Ces articles devraient être présentés dans un ordre différent : pourquoi faut-il traiter à l'article 32 de la transmission des "registres remplis" et seulement aux articles 33 et 34 de la manière de remplir les registres ? Dans le même ordre d'idées, on se demande, à l'article 34, ce que visent les mots "une fois complétées". S'agit-il de la rubrique "complétée" avant d'être soumise à la police locale ou s'agit-il de la rubrique "complétée" par la police locale au sens de l'article 32 ?

Article 33

Cet article n'est pas aisément compréhensible : il doit être réécrit en plusieurs phrases afin d'exposer clairement les idées qu'il contient et qui actuellement se chevauchent.

Article 35

1. Alors que l'intitulé de la section dans laquelle il est repris donne à penser que l'article 35 du projet traiterait d'un objet dont, en application de l'article 22 de la Constitution, la détermination des éléments essentiels est réservée à la loi, tel n'est pas le cas. Cet article ne porte en effet pas sur "l'enregistrement d'images vidéo" mais

.../...

uniquement sur l'obligation faite aux agents de gardiennage d'exercer leurs activités dans le champ de vision d'une caméra de surveillance lorsque les conditions définies à l'article 35 sont remplies.

Il ne ressort par ailleurs pas du texte de l'article 35 qu'il dérogerait de quelque façon que ce soit à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ou à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ou qu'il s'ingérerait dans les matières réglées par ces deux lois. Cet article peut donc être admis sous l'angle de ces lois.

L'intitulé de la section dans laquelle l'article 35 figure doit par contre être revu pour ne pas donner à croire que l'objet de cette section est de régler des éléments liés à l'installation et à l'utilisation d'une caméra de surveillance. Il est dès lors suggéré de rédiger l'intitulé de la section comme suit : "Circonstances dans lesquelles les agents de gardiennage exercent leurs activités dans le champ visuel d'une caméra de surveillance".

2. Le Conseil d'État n'aperçoit pas l'articulation entre les 1/ et 3/. En tout état de cause, l'auteur du projet doit être en mesure de justifier pourquoi le système de caméras décidé par le bourgmestre (voir 3/) détermine le champ d'application de l'article 35.

Article 36

Les mots "un chef poste" gagneraient à être remplacés par les mots "un responsable" ou les mots "un chef de poste", la même observation valant pour l'intitulé de la section 4 et la suite du projet.

Article 37

Cette disposition ne trouve pas de fondement juridique dans l'article 8, § 5, de la loi du 10 avril 1990 précitée. À défaut de mentionner dans le préambule la disposition légale qui lui procurerait un fondement juridique, elle doit être omise du projet.

Articles 41, 42 et 45

L'article 41, 5/, doit être omis car la matière de la conservation et de la consultation des données enregistrées par une caméra de surveillance ne peut être réglée que par la loi ou par le Roi s'il a reçu une habilitation précise visant à Lui permettre de mettre en oeuvre les règles essentielles arrêtées par le législateur en ces domaines. Or, l'article 8, § 5, de la loi du 10 avril 1990 précitée, sur lequel la disposition à l'examen se fonde, n'a pas cet objet.

Le même raisonnement s'applique aux matières réglées à l'article 42 du projet, lequel doit donc être omis.

L'omission de l'article 42 impliquera également de supprimer les mots "et enregistrements" qui figurent à l'article 45 du projet.

Article 47

Il résulte de l'article 47 du projet que plusieurs dispositions de l'arrêté entreront immédiatement en vigueur, le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

.../...

Examen des annexes

Les annexes seront adaptées en fonction des observations émises ci-avant lorsque ces dernières ont un effet sur la manière dont elles sont rédigées.

Observations de forme

D'une façon générale, la qualité du texte néerlandais du projet laisse à désirer du point de vue de la correction de la langue.

C'est à titre d'exemple et sous réserve des observations de fond faites dans le présent avis que sont faites ci-après quelques propositions de texte.

Article 1^{er}

Au 4/, il faudrait écrire : "site : (...) Bestaande uit een of meer delen die, ofschoon ze gescheiden kunnen zijn door een of meer openbare wegen (...)".

Article 2

Dans la phrase introductive de l'alinéa 2, il faudrait écrire :

"De oproepcentrale heeft minstens de volgende functies :".

Au point 1/, b), il faudrait écrire : " ... en de stille alarmen ...".

Au point 3/, b), il faudrait écrire : " ... de wagen waarmee de bewekingsagent rijdt".

Au point e), il faudrait écrire : " ... het telefoonnummer van de siteleider;".

.../...

Article 3

La phrase introductive devrait être rédigée comme suit :

"Om haar functies te kunnen vervullen moet de oproepcentrale te allen tijde in verbinding kunnen treden met:".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. DELANNAY,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. P. RONVAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

G. DELANNAY

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.489/2
VAN 17 DECEMBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 24 november 2009 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van bepaalde methodes van bewaking", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

In het eerste lid moet eveneens worden verwezen naar artikel 8, § 4, van de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid, daar deze bepaling de rechtsgrond vormt van de artikelen 8 en volgende van het ontwerp, alsook naar artikel 8, § 6ter, vierde lid, van dezelfde wet, dat rechtsgrond verleent aan de artikelen 14 en 15 van het ontwerp.

Dispositief

Artikel 1

1. Het woord "winkelinspectie" in punt 11/ is geen gelukkige keuze. In het licht van de specifieke taken die aan bewakingsagenten worden toevertrouwd in het kader van de artikelen 1, § 1, eerste lid, 5/, en 8, § 6ter, van de voornoemde wet van 10 april 1990, zou het meer in overeenstemming met de tekst van de wet zijn de woorden "toezicht op en controle van een winkelruimte" te gebruiken.

2. De definitie die in datzelfde punt 11/ wordt gegeven, breidt de prerogatieven van bewakingsagenten uit tot buiten hetgeen de artikelen 1, § 1, eerste lid, 5/, en 8, § 6^{ter}, van de voornoemde wet van 10 april 1990 bepalen. Zo stelt de ontworpen definitie dat "de bewakingsagent controle uitoefent op het gedrag van klanten", terwijl de wet minder ver gaat, daar ze bewakingsagenten alleen toestaat klanten te "observeren"; bovendien heeft de "controle" die deze agenten gemachtigd zijn te verrichten, volgens de wet, betrekking op de goederen die de klant bij zich heeft wanneer hij de winkelruimte verlaat, maar niet op zijn "gedrag" in de winkelruimte. Tot slot mogen bewakingsagenten hun prerogatieven niet uitoefenen teneinde diefstallen te "voorkomen", maar alleen om ze "vast te stellen".

Mede gelet op opmerking 1, zou het derhalve beter zijn punt 11/ als volgt te redigeren :

"11/ toezicht op en controle van een winkelruimte: bewakingsactiviteit zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 5/, van de wet, tijdens welke de bewakingsagent de klanten observeert met het oog op het vaststellen van diefstallen".

Het vervolg van het ontwerp moet dienovereenkomstig worden aangepast, telkens wanneer sprake is van winkelinspectie ¹.

3. Een "gewoonlijke dansgelegenheid" definiëren als een plaats die gewoonlijk bedoeld is als dansgelegenheid, en een "occasionele dansgelegenheid" definiëren als een plaats die occasioneel bedoeld is als dansgelegenheid, is zinloos; de punten 14/ en 15/ moeten vervallen, daar de erin verstrekte definities niet afwijken van de gangbare betekenis van de gebruikte bewoordingen.

⁽¹⁾ Zie de artikelen 6, 3/, 14 en 15.

Artikel 4

Wat de opleidingsvereisten betreft, zou het in het eerste lid verkieslijk zijn dat de ontwerptekst rechtstreeks verwijst naar de maatregelen die de Koning genomen heeft op basis van de machtiging die artikel 6, eerste lid, 5/, van de voornoemde wet van 10 april 1990 Hem verleent. Indien de Koning die machtiging nog niet ten uitvoer heeft gelegd, is het voorbarig te stellen dat voldaan moet worden aan "opleidingsvereisten", die niet bestaan. Dit voorschrift kan in het onderzochte besluit worden opgenomen wanneer de Koning de machtiging ten uitvoer legt waarvan sprake is in het voornoemde artikel 6, eerste lid, 5/.

Artikel 13

Indien de desbetreffende interventietaken van politie, brandweer en hulpdiensten uitsluitend mogen worden uitgevoerd met de voorafgaande toestemming van degene die het genot van de bezochte plaatsen heeft, is niet duidelijk op welke rechtsgrond de Koning kan voorschrijven dat de bewakingsagenten die ter plaatse aanwezig zijn, bevoegd zijn om namens de bewoner de voorafgaande toestemming te geven die vereist is indien voor de huiszoeking geen rechterlijke toestemming is verleend.

Het spreekt echter vanzelf dat de bewoner de bewakingsagenten volmacht kan geven om in zijn naam de vereiste toestemming te verlenen.

Artikel 14

Dit artikel moet worden herzien, waarbij beter rekening wordt gehouden met artikel 8, § 6^{ter}, van de voornoemde wet van 10 april 1990. Uit dat oogpunt kunnen de volgende opmerkingen worden gemaakt :

- in de inleidende zin moeten de woorden "die activiteiten van winkelinspectie uitoefent" vervangen worden door de woorden "die activiteiten van toezicht op en controle van een winkelruimte uitoefent" ²;

⁽²⁾ Zie opmerking nr. 2 onder artikel 1.

- punt 1/ moet vervallen, aangezien het zich ertoe beperkt een regel te parafraseren die reeds voortvloeit uit artikel 8, § 3, vierde lid, van de wet, luidende : "De personen die [bewakings]activiteiten uitoefenen, moeten bij de uitoefening van hun activiteiten de identificatiekaart of een herkenningsteken waarop hun naam, de naam van de onderneming en het adres van de exploitatiezetel vermeld staan, op een duidelijk leesbare wijze dragen";
- punt 3/ moet vervallen, aangezien artikel 1, 3/, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis de erin omschreven aangelegenheid genoegzaam regelt; met andere woorden, er is geen grond om in het ontworpen koninklijk besluit te herinneren aan een mogelijkheid die reeds geregeld wordt in de wet, noch om voor te schrijven dat deze mogelijkheid alleen kan worden uitgeoefend onder de voorwaarden gesteld in de wetsbepaling die in deze mogelijkheid voorziet;
- de tweede zin van punt 4/ is doelloos, daar deze de prerogatieven lijkt te beknootten waarover de bewakingsagent beschikt op basis van artikel 8, § 6^{ter}, derde lid, b) en d), van de voornoemde wet van 10 april 1990, krachtens hetwelk een bewakingsagent steeds een controle kan uitvoeren op de door de betrokkene vrijwillig voorgelegde goederen die hij bij zich of in zijn handbagage draagt.

Artikelen 16 tot 20

Deze artikelen betreffen het inzetten van honden door bewakingsagenten.

De artikelen 10 tot 12 van het koninklijk besluit van 7 april 2003 tot regeling van bepaalde methodes van bewaking, dat bij het onderzochte ontwerp wordt opgeheven, bepalen onder meer dat :

- elke hond, voordat hij wordt ingezet in het kader van bewakingsactiviteiten, aan een anti-agressietest onderworpen wordt en dat een hond die niet voldoet "nooit meer" ingezet kan worden bij het uitoefenen van zulke activiteiten;

- de minister van Binnenlandse Zaken om redenen van openbare orde een hond die geslaagd is voor een anti-agressietest, aan een nieuwe anti-agressietest kan onderwerpen en het inzetten ervan kan verbieden in afwachting van de testresultaten;
- de hond waarmee de bewakingsagent op plaatsen waar derden geacht worden aanwezig te zijn, bewakingstaken uitvoert, onder zijn geleiding met succes een sociabiliteits- en gehoorzaamheidstest heeft ondergaan;
- de bewakingsagent die met een hond een bewakingstaak uitvoert, een agent is die een kaart van hondengeleider heeft ontvangen.

Het onderzochte ontwerp bevat zijnerzijds geen enkele meer van die garanties, wat tot gevolg kan hebben dat bewakingsagenten die niet bekwaam zijn bevonden om honden te geleiden en in bedwang te houden, voortaan bewakingstaken kunnen uitvoeren met agressieve honden. Indien de ontworpen tekst gehandhaafd blijft, moet de steller van het ontwerp kunnen aantonen dat het schrappen van de bestaande garanties redelijkerwijs gerechtvaardigd is ten aanzien van het vereiste van het openbaar belang.

Artikelen 22, 23, 24, 28, 29, 30, 37 en 38

Al deze bepalingen stellen dat "de beheerder", de "organisator" of de "bewakingsonderneming" "verantwoordelijk" zijn voor de plichten die deze bepalingen aan hen beogen op te leggen.

Daar de Koning niet bevoegd is om zich te mengen in aangelegenheden van verantwoordelijkheid/aansprakelijkheid in de juridische betekenis van het woord (Burgerlijk Wetboek), moeten deze bepalingen anders worden geredigeerd, door aan de adressaat van de norm rechtstreeks plichten op te leggen, en niet door hem "verantwoordelijk" te stellen voor het gedrag dat van hem wordt verwacht, maar hem niet wordt opgelegd.

De steller van het ontwerp mag evenwel niet uit het oog verliezen dat het merendeel van de plichten tot bewaring van documenten waarvoor deze artikelen de organisatoren en de beheerders "verantwoordelijk" beogen te stellen, hun reeds opgelegd worden door de artikelen 40 tot 45 van het ontwerp.

De onderzochte artikelen moeten worden herzien in het licht van deze opmerking.

Artikel 22

Artikel 22 lijkt verkeerdelijk uit te gaan van de vooronderstelling dat de toestemming van de burgemeester vereist is met betrekking tot iedere plaats waar handelingen omschreven in artikel 8, § 6*bis*, van de voornoemde wet van 10 april 1990 worden verricht : toestemming is immers alleen vereist indien het een voor het publiek toegankelijke plaats betreft. Cafés, bars, kansspelinrichtingen en dansgelegenheden zijn echter niet noodzakelijk "voor het publiek toegankelijke plaatsen" in de zin van artikel 1, § 7, van de voornoemde wet van 10 april 1990.

In de redactie van artikel 22 moet deze nuance bijgevolg tot uiting komen.

Artikelen 24 en 25

Artikel 8, § 5, van de voornoemde wet van 10 april 1990 verleent geen rechtsgrond om de Koning te machtigen een model van een door de betrokken partijen te sluiten bewakingsovereenkomst vast te leggen. De ontworpen bepaling, die een inmenging in de contractuele vrijheid vormt, gaat verder dan wat de Koning toegestaan wordt te doen, te weten het bepalen van een "middel", een "methode" of een "procedure" waarvan een bewakingsonderneming zich kan of moet bedienen in het kader van de uitoefening van haar taken. De ontworpen maatregel hangt evenmin af van een "voorwaarde" die kan worden opgelegd aan de gebruiker van de dienst welke door de bewakingsonderneming verstrekt wordt op basis van artikel 8, § 5, tweede lid, van de voornoemde wet van 10 april 1990.

Artikelen 32 tot 34

De volgorde van deze artikelen moet worden gewijzigd : waarom wordt in artikel 32 het overzenden geregeld van de "volledig ingevulde registers", en pas in de artikelen 33 en 34 de manier waarop ze moeten worden ingevuld? In dezelfde gedachtegang rijst de vraag wat in artikel 34 bedoeld wordt met de woorden "eenmaal ze zijn ingevuld". Betreft het de rubriek "die volledig is ingevuld" voordat ze wordt voorgelegd aan de lokale politie, of betreft het de rubriek die door de lokale politie wordt "ingevuld" in de zin van artikel 32?

Artikel 33

Dit artikel is moeilijk verstaanbaar : het moet worden herschreven in de vorm van verscheidene zinnen, zodat de erin vervatte voorschriften, die elkaar in de huidige lezing overlappen, duidelijk worden verwoord.

Artikel 35

1. Het opschrift van de afdeling waarin dit artikel is opgenomen wekt verkeerdelijk de indruk dat artikel 35 van het ontwerp een aangelegenheid betreft waarvan de vaststelling van de essentiële bestanddelen met toepassing van artikel 22 van de Grondwet door de wetgever moet worden geregeld. Dit artikel betreft immers niet de "registratie van camerabeelden", maar uitsluitend de verplichting voor bewakingsagenten om hun activiteiten uit te oefenen binnen het gezichtsveld van een bewakingscamera ingeval de voorwaarden gesteld in artikel 35 vervuld zijn.

Voorts volgt uit de redactie van artikel 35 niet dat het op enigerlei wijze zou afwijken van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's of van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van de persoonsgegevens, noch dat het zou ingrijpen in de aangelegenheden die bij deze beide wetten worden geregeld. Dit artikel is dus aanvaardbaar uit het oogpunt van deze wetten.

Het opschrift van de afdeling waarin artikel 35 is opgenomen, moet daarentegen worden herzien, zodat niet de indruk wordt gewekt dat deze afdeling ertoe strekt aspecten te regelen die verband houden met de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's. Derhalve wordt voorgesteld het opschrift van de afdeling als volgt te redigeren : "Omstandigheden waarin bewakingsagenten hun activiteiten uitoefenen binnen het gezichtsveld van een bewakingscamera".

2. Het is de Raad van State niet duidelijk hoe de punten 1/ en 3/ met elkaar verband houden. De steller van het ontwerp moet hoe dan ook kunnen verantwoorden waarom het systeem van camera's waartoe de burgemeester heeft besloten (zie punt 3/) de werkingssfeer bepaalt van artikel 35.

Artikel 36

Het woord "postoverste" moet worden vervangen door de woorden "dienstleider" of "postchef"; dezelfde opmerking geldt voor het opschrift van afdeling 4 en voor het vervolg van het ontwerp.

Artikel 37

Deze bepaling ontleent haar rechtsgrond niet aan artikel 8, § 5, van de voornoemde wet van 10 april 1990. Ze moet uit het ontwerp worden weggelaten, tenzij in de aanhef de wetsbepaling wordt vermeld die rechtsgrond eraan verleent.

Artikelen 41, 42 en 45

Artikel 41, 5/, moet vervallen, daar de aangelegenheid van het bewaren en het raadplegen van gegevens geregistreerd door een bewakingscamera uitsluitend bij een wet kan worden geregeld, ofwel door de Koning, indien Hij een specifieke machtiging daartoe heeft verkregen zodat Hij de basisregels ten uitvoer kan leggen die de wetgever ter zake heeft vastgelegd. Artikel 8, § 5, van de voornoemde wet van 10 april 1990, waarop het onderzochte artikel gebaseerd is, heeft echter niet die strekking.

Hetzelfde geldt voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 42 van het ontwerp, dat derhalve moet vervallen.

Indien artikel 42 vervalt, moeten ook de woorden "en registraties" in artikel 45 van het ontwerp vervallen.

Artikel 47

Uit artikel 47 van het ontwerp volgt dat verscheidene bepalingen van het besluit onmiddellijk in werking zullen treden op de dag van de bekendmaking van het besluit in het Belgisch Staatsblad.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Onderzoek van de bijlagen

De bijlagen moeten worden aangepast op basis van de hierboven gemaakte opmerkingen indien deze een invloed hebben op de wijze waarop de bijlagen geredigeerd zijn.

Vormopmerkingen

De kwaliteit van de Nederlandse tekst van het ontwerp is door de band genomen, ondermaats uit een oogpunt van correct taalgebruik.

Bij wijze van voorbeeld worden hierna enige tekstvoorstellen gedaan onder voorbehoud van de inhoudelijke opmerkingen die in het advies zijn gemaakt.

Artikel 1

In onderdeel 4/ schrijve men : "site : (...) bestaande uit een of meer delen die, ofschoon ze gescheiden kunnen zijn door een of meer openbare wegen (...)".

Artikel 2

In de inleidende zin van het tweede lid schrijve men :

"De oproepcentrale heeft minstens de volgende functies :"

In onderdeel 1/, b) schrijve men : "... en de stille alarmen ...".

In onderdeel 3/, b) schrijve men : "... de wagen waarmee de bewakingsagent rijdt".

In onderdeel e) schrijve men : "... het telefoonnummer van de siteleider;".

Artikel 3

De inleidende zin zou aldus gesteld moeten worden :

"Om haar functies te kunnen vervullen moet de oproepcentrale te allen tijde in verbinding kunnen treden met :"

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. DELANNAY,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. RONVAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

G. DELANNAY

Y. KREINS